

**PRESSE ÉTRANGÈRE
ET DISCOURS
DE BOUTEFLIKA**

**Peu
convaincant**

Le discours du président Bouteflika n'a pas emballé les grands titres de la presse internationale. Dans la majorité des articles sur ce sujet, les correspondants ont relevé deux éléments : l'absence de consistance des annonces politiques effectuées par Bouteflika et l'impression de grande fatigue qu'il a dégagée durant la lecture de son discours. Ainsi, le quotidien parisien *Le Monde*, sous la plume de son correspondant à Alger, publiait, le samedi 15 avril, un article consacré au discours du président Bouteflika. Le journal écrit que le président algérien promet «une révision de la Constitution pour *“renforcer la démocratie”*», ajoutant qu'il ne donne «pas d'indications sur l'orientation de cette révision». «Les Algériens et la presse locale ont été surtout frappés, note le correspondant, par l'apparente fatigue du président Bouteflika, qui lisait son texte assis à son bureau, sur un ton monocorde, parfois inaudible». L'auteur rappelle que «l'Algérie connaît un climat de forte contestation sociale marquée par une montée des revendications qui pousse le pouvoir à concéder une plus grande redistribution de la rente pétrolière».

Le correspondant relève, enfin, que le président Bouteflika, qui a estimé normal que les «*courants se préoccupent des vents de changement qui soufflent sur la région*», a mis en garde, néanmoins, contre un retour aux violences qui ont marqué les années 1990», non sans rejeter également «*toute ingérence étrangère*». Le journal parisien note, en conclusion, que «les premières réactions sur la scène politique ont été mitigées, les annonces semblant très décalées par rapport à des attentes revigorées par les bouleversements enregistrés dans la région». Pour sa part, et sous le titre «*Algeria leader vows to “reinforce” democracy*» («Le chef de l'Etat algérien fait le vœu de “renforcer” la démocratie»), le *Wall Street Journal*, premier titre de presse new-yorkais, a publié le samedi 16 avril un article consacré au dernier discours du président Bouteflika. L'article qui relève, en premier lieu, la volonté affichée par M. Bouteflika de «renforcer la démocratie représentative», souligne que «le président algérien veut procéder à des révisions de la Constitution du pays qui renforceront la démocratisation». Rappelant les manifestations et tensions persistantes dans les pays d'Afrique du Nord, le journal s'interroge si «les limites des mesures de rattrapage social annoncées précédemment pour calmer le mécontentement social» n'allaient pas entretenir un cycle de demandes, sans cesse nouvelles, où chaque groupe social réclamerait sa part supplémentaire du revenu national.

Sans se prononcer sur l'impact du discours du chef de l'Etat, le journal reste dubitatif : «Combien de temps, encore, le gouvernement algérien pourra se permettre de créer des emplois publics qui apporteront des avancées plutôt incertaines dans un pays où le secteur est très faible.»

H.M.

ENTV : malversations aux œuvres sociales

Les gestionnaires des œuvres sociales de la télévision seraient dans le collimateur des pouvoirs publics. Un audit réalisé en 2010 par un établissement relevant du ministère des Finances a fait ressortir plusieurs anomalies.

Tarek Hafid - Alger (Le Soir) - Une commission du Centre d'ingénierie et d'expertise financière a examiné la gestion des œuvres sociales de l'Etablissement public de télévision (EPTV) vers la fin de l'année 2010. L'audit, qui a duré plusieurs mois, a fait ressortir de nombreuses défaillances. Les experts du CIEF, un centre spécialisé relevant du ministère des Finances, auraient dressé un rapport des plus négatifs. Sur le

plan financier, certains comptes se sont avérés impossibles à vérifier en l'absence de documents comptables. De graves irrégularités ont également été constatées dans les mouvements financiers et dans certains états de consommation. Mais le problème n'est pas seulement financier. Il est aussi juridique. Dans son rapport, la commission du Centre d'ingénierie et d'expertise financière a relevé que le mandat du président du comité

de participation, qui est syndicaliste, était arrivé à terme au courant du mois de juillet 2010. Mais cela ne l'aurait pas empêché de prendre des décisions en matière de gestion des œuvres sociales des travailleurs de l'EPTV. Une situation totalement contraire à la législation. La direction de l'entreprise a dû saisir la justice afin de bloquer les comptes bancaires des œuvres sociales. Il semblerait que la direction de la télévision ait été dans l'obligation de réagir. Une procédure en référé avait été introduite au mois d'octobre afin de constater la vacance du poste de gérant des œuvres sociales qui a conduit, par la

suite, au blocage des comptes bancaires.

Une situation dénoncée avec force par le syndicat d'entreprise, affilié à l'UGTA, de la télévision publique. Mais les choses pourraient s'aggraver dans les prochaines semaines puisque certaines parties plaident pour l'intervention de l'Inspection générale des finances.

En fait, l'audit réalisé par la commission du Centre d'ingénierie et d'expertise financière ne serait qu'une première étape.

L'état de la gestion nécessiterait un examen plus approfondi de la part des fonctionnaires de l'IGF.

T. H.

IL A REÇU HIER LES JOURNALISTES PROTESTATAIRES Mehal prône une grille nationale des salaires

Le ministre de la Communication, Nacer Mehal, prône une grille nationale des salaires pour les travailleurs et journalistes. La révision de la loi de l'information sera débattue entre les professionnels et permettrait la relance des conseils supérieurs de l'information et de l'audiovisuel.

Chérif Bennaceur - Alger (Le Soir) - En marge du 20^e Salon international de l'information, de la bureaucratie et de la communication (Sicom), ouvert hier au Palais des expositions, Nacer Mehal s'est déclaré favorable à une grille nationale des salaires. Selon M. Mehal, cette grille concernera les journalistes du secteur privé et public.

Concernant les médias publics, marqués par un large mouvement revendicatif, Nacer Mehal a indiqué qu'il devait recevoir en fin d'après-midi les représentants des journa-

listes protestataires. Par ailleurs, le ministre de la Communication a indiqué qu'un large débat sera prochainement lancé sur la révision de la loi sur l'information, annoncée récemment par le chef de l'Etat.

Selon Nacer Mehal, ce débat sera ouvert à tous les professionnels du secteur, ainsi qu'aux juristes, avec la finalité d'aboutir au «plus large consensus». Voire, permettre la relance des conseils supérieurs de l'information et de l'audiovisuel, créés au titre de la loi de 1990 et gelés peu après.

Cela même si le ministre de la Communication n'a pas voulu anticiper, mettant davantage l'accent sur la nécessité pour les médias de s'imprégner des principes de l'éthique et de la déontologie.

Mais aussi de s'ouvrir aux technologies de l'information et de la communication, une thématique au menu justement du Sicom qui se poursuivra jusqu'au 23 avril 2011 et organisé par la Safex et la société Mira Cards Edition.

AU DEUXIÈME JOUR DE SA SORTIE À TLEMCCEN Bouteflika écourte sa visite

Après une première journée très chargée, Bouteflika a fini par écourter sa visite à Tlemcen.

**De notre envoyé spécial
à Tlemcen, Kamel Amarni**

C'est en début d'après-midi, hier dimanche, que Bouteflika quittait Tlemcen, en direction d'Alger alors qu'il ne devait le faire qu'à 19h30, selon le programme initial. Le deuxième jour de la visite présidentielle prévoyait, en effet, deux étapes : une première, la matinée, consistait en des inaugurations, cinq au total, de divers sites culturels se situant au chef-lieu de wilaya. Ce

qui a été fait, du reste. Puis une deuxième, beaucoup plus exigeante car consistant en des inaugurations et autres visites des sites se situant hors chef-lieu de wilaya. Bouteflika était donc attendu successivement à Oudjida, à Souk-Tleta et à Maghnia. Il devait, en plus, inaugurer, vers 18h30, l'autoroute Est-Ouest, le tronçon menant de la frontière marocaine jusqu'à Alger. Il le fera en fin de matinée.

Cette deuxième phase du programme sera donc tout sim-

plement supprimée. Le locataire d'El-Mouradia aura été au bout de l'effort. La veille, en effet, il avait honoré ses «engagements», à savoir réussir un bain de foule plus ou moins correct et, surtout, l'exploit de reprendre avec les activités nocturnes.

Il s'agit de l'inauguration officielle de la manifestation «Tlemcen, capitale de la culture islamique», ayant eu lieu en soirée.

C'est aux alentours de 19h30 que Bouteflika arrivait, samedi dernier, sur les lieux de la cérémonie officielle, le nouvel hôtel «Renaissance», inauguré lui aussi à l'occasion. Moment exceptionnellement attendu : celui où Bouteflika prononcera son discours.

Difficile, à ce moment-là, de ne pas penser à sa prestation télévisée de la veille. La forme, cette fois prime nettement sur le fond dans la prestation discursive présidentielle. Une allocution qui durera encore minutes et, plus important encore, la voix s'est amplement améliorée, le ton gagnera un peu en vigueur.

A n'en pas douter, c'était ce qui comptait le plus pour Bouteflika et son entourage. Cela même si, à la fin de son discours, il s'éclipsera pour une demi-heure avant de rejoindre ses invités et assister à la soirée jusqu'à 22h30.

Un effort manifestement exigeant et qui l'obligea à écourter son deuxième jour de visite.

K. A.

AUTOROUTE EST-OUEST Des entreprises nationales dans le collimateur de Bouteflika

Le seul moment où Bouteflika a parlé à Tlemcen, en dehors du discours solennel d'inauguration de la manifestation officielle, c'était lorsqu'il inaugurait l'autoroute Est-Ouest : «On m'a signalé que des portions réalisées par des entreprises nationales ne sont pas bonnes.»

Dit à ce niveau, c'est une accusation et, pour qui connaît la méthode de Bouteflika, il faut bien s'attendre à de prochaines représailles. L'affaire Orascom avait, pour rappel, démarré par une «remarque» similaire.

K. A.

Les vieux réflexes sont tenaces

En dépit des tempêtes qui secouent tout le monde arabe, certains réflexes ont, décidément, la peau dure, chez nous. Comme cette chorégraphie présentée lors de la soirée inaugurale et qui réduira l'histoire de l'Algérie à un slogan d'éloge : «De l'émir Abdelkader à... Abdelkader El Mali». Au plan protocolaire, la cérémonie d'ouverture de la manifestation «Tlemcen, capitale de la culture islamique 2011» était un désastre. Au point où certains ambassadeurs menaçaient de quitter la salle.

K. A.